

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

AM/2013 - 156

Groupe de Subdivisions : UT 21

Subdivision : 1

Nom(s) du ou des inspecteurs : Arnaud MAUDRY

Date d'annonce de l'inspection : 18 février 2013

Date de l'inspection : 7 mars 2013

Type d'inspection : ☒ approfondie

ou

☐ courante

ou

☐ ponctuelle

☐ inopinée

ou

☒ annoncée

☒ planifiée

ou

☐ circonstancielle

Motif de la planification :

Dans le cadre de son programme annuel d'inspection, la DREAL a procédé à l'inspection de la société STPI

Société : STPI

Commune : VONGES

Activité : Application de peinture

Autorisation

Liste des installations inspectées : Bâtiment principal, extérieurs.

Thèmes :

- rubriques de la nomenclature ICPE (article 1.2.1),
- prévention de la pollution des eaux (titre 4),
- suivi des précédentes visites d'inspection.

Référentiels de l'inspection :

- Arrêté préfectoral de mise en demeure du 1er décembre 2010.
- Arrêté Préfectoral d'Autorisation du 30 juin 2008.

Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :

- M. THOMAS, Directeur du site
- Mme MARIE, responsable QSE

Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :

Appréciation de l'inspection :

Elements de contexte :

Suite à l'arrêté de mise en demeure du 1er décembre 2010, une visite d'inspection a été programmée fin 2011. Cette visite a levé partiellement la mise en demeure et constaté des écarts.

L'objet de la présente visite est, d'une part, de statuer sur les écarts restants (mise en demeure et constats de 2011). D'autre part, le classement des installations et la thématique prévention de la pollution des eaux ont été examinés au regard de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 juin 2008.

Principales constatations :

- Arrêté préfectoral de mise en demeure du 1er décembre 2010 :
 - les réentions sont satisfaisantes et les remarques de l'Inspection intégrées. La mise en demeure de 2010 est donc respectée.

- Suivi des suites de la visite de 2011 :

- l'exploitant n'a toujours pas justifié la non-surveillance des émissions de COV et n'a pas effectué de prélèvements instantanés tel que demandé par l'arrêté préfectoral. L'exploitant s'engage à justifier cette non-surveillance sous trois mois,
- il reste à installer un portail pour clore totalement le site,
- les actions correctives suite au contrôle des installations électriques n'ont pas toutes été menées. L'exploitant s'engage à solder ces observations sous un mois,
- l'étude technique foudre, appelée par l'analyse de risque foudre, n'a pas été menée. Elle peut éventuellement être remplacée par la pose de parafoudres sur le bâtiment usine. L'exploitant s'est engagé à faire parvenir son plan d'action sous un mois,
- la liste des mesures de maîtrise des risques n'a pas été établie. L'exploitant s'est engagé à la réaliser sous un mois,
- l'exploitant démontrera la non-pertinence de l'utilisation d'un explosimètre au regard des risques,
- les eaux d'extinction d'incendie ne seraient pas retenues actuellement. L'exploitant s'est engagé à réaliser un devis sous 45 jours. Il informera l'Inspection de la solution retenue et des délais de réalisation associés,
- l'exploitant se positionnera sous un mois pour l'asservissement sur la cabine peinture de la chaîne ou la mise en zone ATEX,
- l'exploitant ne dispose pas d'une procédure de test périodique de l'asservissement pistelage/ventilation sur la cabine de peinture Staubli. L'exploitant s'est engagé à rédiger cette procédure sous un mois.

- Arrêté préfectoral d'autorisation du 30 juin 2008 :

Aucun écart n'a été constaté sur les thématiques examinées (classement et prévention de la pollution des eaux).

Analyse de l'Inspection :

De nombreux écarts restent à lever mais l'exploitant a montré sa volonté de progrès. Il n'est pas proposé, à ce stade, de sanctions administratives.

En fonction du bon respect des engagements pris par l'exploitant et de l'évolution attendue de sa mise en conformité, une nouvelle inspection pourra éventuellement être programmée.

Suites envisagées :

Observations à traiter par courrier.

Liste des documents établis suite à la visite :

Tableau des constats
Lettre à l'exploitant

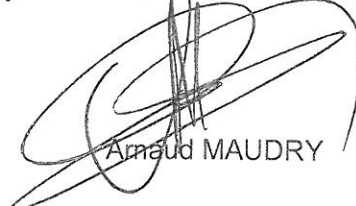
Date et signature des inspecteurs : 22 mars 2013

L'Inspecteur des Installations Classées



Laurent EUDES

L'Adjoint au Chef de la Subdivision 1



Arnaud MAUDRY

Fiche de constats
Inspection du 7 mars 2013
STPI
21270 VONGES

AM/SK/2013- 156

Article	Exigences vérifiées	Conformité (Oui / Non / Partiel A justifier)	Constatations																												
Par référence à l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation du 30 juin 2008.																															
1.2.1.	<p>Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées</p> <table> <tr> <th>Libellé en clair de l'installation</th><th>VOLUMES</th><th>RUBRIQUE</th><th>Classement</th></tr> <tr> <td>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc</td><td>Installation de capacité maximale de 375 kg/j</td><td>2940.2.a</td><td>A</td></tr> <tr> <td>2. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastiques, textile... à l'exclusion des activités couvertes par la rubrique 1521 a) supérieure à 100 kg/j</td><td>Puissance totale installée de 64 kW</td><td>2920.2.b</td><td>D</td></tr> <tr> <td>Compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa Supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW</td><td>Capacité équivalente de 21 m³</td><td>1432.2.b</td><td>D</td></tr> <tr> <td>Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de)</td><td>Total des bains : 1500 l de solution aqueuse avec 1%</td><td>2565.2.b</td><td>D</td></tr> <tr> <td>2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) représentant une capacité totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³ : régime de déclaration</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, etc..) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion</td><td></td><td></td><td></td></tr> </table>	Libellé en clair de l'installation	VOLUMES	RUBRIQUE	Classement	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc	Installation de capacité maximale de 375 kg/j	2940.2.a	A	2. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastiques, textile... à l'exclusion des activités couvertes par la rubrique 1521 a) supérieure à 100 kg/j	Puissance totale installée de 64 kW	2920.2.b	D	Compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa Supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	Capacité équivalente de 21 m ³	1432.2.b	D	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de)	Total des bains : 1500 l de solution aqueuse avec 1%	2565.2.b	D	2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) représentant une capacité totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³ : régime de déclaration				Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, etc..) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion				C	<p>2940.2.a : activité à 150kg/j en 2012. 2920.2.b : deux compresseurs installés (37 kW et 22 kW) fonctionnant alternativement. 1432.2.b : le stock total peut être obtenu par requête sur le système de gestion de l'exploitant. Le stock était de 4,163 tonnes le jour de l'inspection. 2565.2.b : l'activité concernée par cette rubrique est le lavage de pare-chocs. Cette activité n'est plus exploitée à l'heure actuelle.</p>
Libellé en clair de l'installation	VOLUMES	RUBRIQUE	Classement																												
Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc	Installation de capacité maximale de 375 kg/j	2940.2.a	A																												
2. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastiques, textile... à l'exclusion des activités couvertes par la rubrique 1521 a) supérieure à 100 kg/j	Puissance totale installée de 64 kW	2920.2.b	D																												
Compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa Supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	Capacité équivalente de 21 m ³	1432.2.b	D																												
Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de)	Total des bains : 1500 l de solution aqueuse avec 1%	2565.2.b	D																												
2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) représentant une capacité totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³ : régime de déclaration																															
Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, etc..) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion																															

Article	Exigences vérifiées				Conformité (Oui / Non / Partiel A justifier)	Constatations
	Libellé en clair de l'installation	VOLUMES	RUBRIQUE	Classement		
	du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564. 2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium), le volume des cuves de traitement étant : b) supérieur à 200 litres, mais inférieur ou égal à 1500 litres	d'hydroxyde de potassium				2910 : une chaudière à vapeur fonctionnant au gaz naturel. L'exploitant a demandé un aménagement à l'échéance de la prochaine requalification périodique. 2575 : une machine en fonctionnement (sablage) d'une puissance de 6 kW.
	Combustion A l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4 la puissance thermique maximale de combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, susceptible d'être consommée par seconde < 2 MW	Puissance installée de 1054 kW	2910	NC		
	Grenailage – sablage	Puissance installée <20KW	2575	NC		
	A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé) Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.					
	Titre 4 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques					
	Chapitre 4.1 Prélèvements et consommation d'eau					
	Origine des approvisionnements en eau Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :					L'exploitant utilise deux réseaux : Les eaux sanitaires sont approvisionnées par le réseau public. (500m3/an env.) L'eau industrielle provient du réseau privé TITANOBEL. Un volume de 10 à 20 m3 annuel est prélevé. Cette eau correspond au remplissage de la fosse de la cabine.
4.1.1.	Origine de la ressource	Nom du réseau	Prélèvement maximal annuel (m3)		C	
	Réseau privé	TITA-NOBEL	1000			
	Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement					
	4.1.2.1 Réseau d'alimentation en eau potable Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.					
4.1.2.						
4.2.1.	Chapitre 4.2 Collecte des effluents liquides					
						Aucun rejet aqueux canalisé hors sanitaires. La vidange de la fosse est faite

Article	Exigences vérifiées	Conformité (Oui / Non / Partiel A justifier)	Constatations
	<p>Dispositions générales</p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l' 4.3.1 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.</p> <p>A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p> <p>Plan des réseaux</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). <p>Entretien et surveillance</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.</p> <p>Protection des réseaux internes à l'établissement</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégrader des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.</p> <p>4.2.4.1 Isolement avec les milieux</p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>		<p>annuellement. Dernière vidange en date du 3 janvier 2013 par la société SARP. Quatre BSD ont été établis à cette occasion : S0271-2100/013128302/21061 à 64.</p>
4.2.2.		C	Un plan des réseaux à jour a été montré à l'inspection.
4.2.3.		C	
4.2.4.		C	Pas de rejet aqueux

Article	Exigences vérifiées	Conformité (Oui / Non / Partiel A justifier)	Constatations
4.3.1.	<p>Chapitre 4.3 Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu</p> <p>Identification des effluents L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :</p> <p>Collecte des effluents Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. La dilution des effluents est interdite. Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.</p> <p>4.3.2.1. Eaux domestiques et eaux vannes (E D) Elles sont raccordées à un réseau autonome d'assainissement conforme au à l'arrêté du 6 mai 1996. Le lit d'épandage est situé hors des zones inondables.</p> <p>4.3.2.2. Eaux pluviales (E P) Elles sont collectées par un réseau spécifique et rejetées à la Bèze via des fossés., soit directement pour les eaux pluviales propres issues des toitures, soit après traitement par des décanteurs – séparateurs d'hydrocarbures pour les eaux pluviales provenant des voiries.</p>		
4.3.2.	<p>Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).</p> <p>CONCEPTION, aménagement et équipement des ouvrages de rejet</p> <p>4.3.4.1. Conception Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</p>	C	Un séparateur hydrocarbures est installé au point de collecte des eaux de voirie. Il est curé une fois par an.
4.3.3.		C	
4.3.4.		C	

Article	Exigences vérifiées	Conformité (Oui / Non / Partiel A justifier)	Constatations									
	<p>4.3.4.2. Aménagement</p> <p>Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.</p>											
4.3.5	<p>Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets</p> <p>Les effluents rejetés doivent être exempts :</p> <ul style="list-style-type: none">- de matières flottantes,- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. <p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <p>Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes :</p> <p>A - En termes de caractéristiques générales des effluents</p> <ul style="list-style-type: none">• pH (mesuré dans l'effluent en amont du rejet suivant la norme NFT 90 008) : compris entre 5,5 et 8,5• température inférieure à 30° C• couleur (mesurée suivant la norme NF EN ISO 7787) : telle que la modification de la couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l• Absence d'odeur dégagée par l'effluent lors de son écoulement dans le milieu naturel ni après 5 jours d'incubation à 20° C. <p>B - En termes de débits, de concentrations et de flux</p> <p>Rejet eaux pluviales</p> <table><tr><th>Paramètres</th><th>Norme d'analyse</th><th>Concentration instantanée (en mg/l)</th></tr><tr><td>Demande chimique en oxygène (DCO)</td><td>NF T 90101</td><td>40</td></tr><tr><td>Matières en</td><td>NF EN 872</td><td>15</td></tr></table>	Paramètres	Norme d'analyse	Concentration instantanée (en mg/l)	Demande chimique en oxygène (DCO)	NF T 90101	40	Matières en	NF EN 872	15	Non-examiné	
Paramètres	Norme d'analyse	Concentration instantanée (en mg/l)										
Demande chimique en oxygène (DCO)	NF T 90101	40										
Matières en	NF EN 872	15										

Article	Exigences vérifiées			Conformité (Oui / Non / Partiel A justifier)	Constatations	
	suspension (MES)	Hydrocarbures totaux (HCT)	NF T 90114	5		
	La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est d'environ 4800 m².					
4.3.6.	Gestion des eaux polluées et des eaux résiduelles internes à l'établissement Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir. Les eaux de lavage de l'air de la cabine de peinture sont traitées comme des déchets. Les eaux pluviales sont traitées par un déboureur-déshuileur. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.				C	
Suivi des précédentes visites d'inspection						
7.5	Prévention des pollutions accidentelles : La zone de rétention située au sud de l'usine n'est pas satisfaisante. L'exploitant devra compléter la bordure sur un côté de la rétention. Concernant les installations de stockage, il est demandé à l'exploitant d'installer des caillebotis sur les fosses de rétention.			C	La gestion des déchets et désormais différente. Le stockage maximal sur la zone au sud du site est de 200 l pour une fosse de capacité d'1 m3. Les caillebotis sont installés.	
3.2.5	Valeurs limites des flux de polluants rejetés : Les plans de gestion des solvants pour les années à venir seront communiqués à l'inspection des installations classées au moment de leur consolidation au mois de février. La non-surveillance permanente des émissions sera justifiée et transmise avec le plan de gestion des solvants.			NC	Soldé L'exploitant n'a toujours pas justifié cette non-surveillance et n'a pas effectué de prélèvements instantanés tel que demandé par l'arrêté préfectoral. L'exploitant s'engage à justifier cette non-surveillance sous trois mois.	
7.2	Infrastructures et installations : La clôture côté MPC reste à installer.			NC	La clôture a été posée. Il reste à installer un portail afin que le site soit entièrement clos.	

Article	Exigences vérifiées	Conformité (Oui / Non / Partiel A justifier)	Constatations
	<p>Le dernier rapport de l'APAVE suite à la vérification des installations électriques d'août 2011 mentionne 42 observations. 29 observations avaient déjà été signalées en 2011.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mener toutes les actions correctives suite au dernier contrôle des installations électriques. Toutes les actions correctives devront être formalisées.</p> <p>L'analyse du risque foudre a été effectuée par la société AGMS le 30/11/2010. Une étude technique doit être réalisée.</p> <p>Cependant, en page 3 de l'analyse du risque foudre il est mentionné que « seuls les dommages liés à la vie humaine sont pris en compte dans la présente analyse de risque ». Cependant, l'article 18 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation stipule que l'analyse du risque foudre vise à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant s'assurera que les conditions ci-dessus sont bien remplies.</p>		<p>Les actions correctives n'ont pas toutes été menées. L'exploitant s'engage à solder ces observations sous un mois.</p> <p>L'étude technique n'a pas été menée. Elle peut éventuellement être remplacée par la pose de parafoudres sur le bâtiment usine.</p> <p>L'exploitant fera parvenir son plan d'action sous un mois.</p>
7.4	<p>Mesures de maîtrise des risques :</p> <p>La liste des mesures de maîtrise des risques n'a pas été établie.</p> <p>L'établissement ne dispose plus de dispositif de détection de LIE en état de marche. Ces dispositifs ne seraient plus nécessaires. L'exploitant devra justifier que les dispositions de l'article 7.4.2 ne sont pas nécessaires et il devra en conséquence demander une modification de son arrêté sur ce point.</p> <p>Moyens d'intervention :</p> <p>Aucun contrôle de fonctionnement n'est réalisé sur la rampe de noyage par vapeur.</p> <p>L'exploitant devra procéder à des essais annuels qui devront être tracés (les essais pourraient être réalisés pendant le curage des fosses).</p> <p>La société TITANOBEL a fait parvenir à la société STPI un courrier attestant la conformité des bornes incendie à la réglementation.</p> <p>Cependant, il est demandé à l'exploitant de faire vérifier le fonctionnement des bornes incendie et de justifier leur débit total simultané de 160 m3/h sur 2 heures. Cette vérification devra être effectuée au moins une fois par an et sera mentionnée sur un registre.</p> <p>Une procédure est à mettre en place pour, en cas de lutte contre l'incendie, isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu – Prévoir, a minima, une vanne de confinement sur les réseaux d'évacuation des eaux.</p>	NC	<p>L'exploitant s'est engagé à établir cette liste sous un mois.</p> <p>L'exploitant démontrera la non-pertinence d'un explosimètre au regard des risques.</p> <p>Point soldé.</p> <p>Une vérification par le SDIS en date du 27/04/2012 a été réalisée. Point soldé.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à réaliser un devis sous 45 jours. Il informera l'inspection de la solution retenue et des délais de réalisation associés.</p>
7.6		NC	

Article	Exigences vérifiées	Conformité (Oui / Non / Partiel A justifier)	Constatations
10.1	<p>Plan d'actions : Absence d'asservissement pistolage/ventilation sur les cabines peinture de la chaîne et du laboratoire d'essai.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'une procédure de test périodique de l'asservissement pistolage/ventilation sur les cabines de peinture Catinair et Staubli.</p>	NC	<p>La cabine de peinture du laboratoire d'essai n'est plus en service. L'exploitant se positionnera sous un mois pour l'asservissement sur la cabine peinture de la chaîne. (zone ATEX ou asservissement)</p> <p>Une procédure existe pour la cabine Catinair. L'exploitant s'est engagé à disposer sous un mois d'une procédure de test pour la cabine peinture Staubli.</p>